

## L'idée des Conseils et son potentiel d'avenir<sup>1</sup>

André Bleicher (Libre récapitulation de Christoph Strawe)

L'idée des Conseils fut transposée pour la première fois lors de la Commune parisienne de 1871. Dix semaines durant, les Communards résistèrent au gouvernement de Thiers et du vainqueur de Sedan dans la Guerre germano-française. Le soulèvement populaire fut finalement réprimé dans le sang, pourtant l'idée des Conseil survécut et continua d'agir ailleurs. L'un des Communards, Jean-Baptiste Clément, avait écrit en 1866, une chanson qui devint par la suite une sorte d'hymne révolutionnaire et qui est célèbre jusqu'à aujourd'hui : *Le temps des cerises*. Elle commence par ces vers :

*Quand nous chanterons le temps des cerises  
Et gai rossignol et merle moqueur  
Seront tous en fête  
Les belles auront la folie en tête  
Et les amoureux du soleil au cœur  
Quand nous chanterons le temps des cerises  
Sifflera bien mieux le merle moqueur*

Jean-Baptiste Clément dédia la chanson à l'anarchiste Louise Michel qui, non seulement s'occupa des blessés en 1871, mais participa aux combats armés de la garde nationale et passa pour une Jeanne d'Arc moderne. En tant qu'enfant naturelle d'un noble et d'une femme de chambre, elle avait précocement fait l'expérience des luttes des classes. Après l'écrasement de la Commune, elle fut condamnée au baigne.

### 1. Jours de la Commune

Avec la Commune de Paris, nous avons pour nous la première station historique de mise en œuvre de l'idée des Conseils, ou selon le cas, de l'auto-administration. Après la prise en considération de cette station : **1.** Nous en traiterons de manière exemplaire ; **2.** Nous regarderons les idées de Hannah Arendt et de Rosa Luxembourg concernant ce thème. (Eu égard aux Conseils alternatifs ou ceux parlementaires, il est peu connu que Hannah Arendt s'exprime clairement en faveur des premiers.) Un modèle de Conseil est fourni par Richard Müller, très actif à Berlin. **3.** Puis nous en viendrons ensuite au « mouvement des conseils » de Stuttgart, dans le cadre de la campagne pour une *Dreigliederung* de l'organisme social de 1919. **4.** Et nous tenterons d'accomplir le grand écart en direction du social-démocrate Hugo Sinzheimer, qui — telle est notre thèse — sait tout et malgré cela fait tout de travers. Chez les sociaux-démocrates, nous ne pouvons pas nous permettre d'omettre les marxistes autrichiens ; l'amorce du marxiste autrichien Otto Bauer en arrive quand même au plus proche de celle de Rudolf Steiner. Nous tenterons ensuite de classer le modèle décisionnaire paritaire [qui fut mis en œuvre dans l'industrie du charbon et de l'acier, *ndt*] en considération des conseils et de l'auto-administration. À cela suivra l'exploration du modèle de l'auto-administration des ouvriers qui est né en Yougoslavie après la seconde Guerre mondiale (**5.**). Pour finir nous jetterons un bref coup d'œil sur l'avenir.

Qu'était-ce que cette Commune de Paris ? En 1870, Napoléon III, après avoir cherché la guerre aux Prussiens leur fit une proposition que ceux-ci acceptèrent avec reconnaissance : Vous triomphez. Napoléon s'enfuit, le gouvernement bourgeois de Thiers arriva au pouvoir et mena des négociations de paix. Dans cette situation incertaine, l'inattendu se produisit : le soulèvement du peuple à Paris. Le 18 mars 1871, la Commune est proclamée. L'idée centrale, c'est que nous nous donnons nous-mêmes une constitution sociale. Il n'en naît pas de système parlementaires légal, pondéré, mais plutôt un système stratifié de Conseils communaux, qui fonctionnent *bottom up* [« de bas en haut », ici en anglais dans le texte, *ndt*], en partant d'unités d'administration ou de gestion autonome à la base. C'est un système dans lequel la responsabilité citoyenne n'est pas cédée, au contraire, les citoyens doivent rester responsables de leur entourage social et naturel. Ceci doit être garanti par ce qu'on appelle un « mandat impératif » : les élus restent convocables, rendent des comptes à tout moment, en étant reliés à leurs électeurs qui les mandatent et ils doivent faire face à toute critique et ainsi de suite.

Qu'en Russie, à partir du pouvoir des Conseil, la dictature du parti, ou selon le cas leur direction, s'exerça sur les masses laborieuses, on ne peut guère simplement reprocher cela à la Commune parisienne. Pourtant l'argument selon lequel, dans les modèles de conseil prédominants, la séparation des pouvoirs ferait défaut et que le point de vue général selon lequel, non seulement l'articulation verticale, mais encore celle horizontale n'est simplement pas

---

1 Il s'agit d'une rédaction libre de C. Strawe d'une conférence d'André Bleicher du 21.6.2019 lors d'un atelier « *Impulsion d'autogestion, idée des conseils, co-détermination* » qui eut lieu au Forum 3 à Stuttgart.

possible, nécessite cependant une explicitation dans le détail mais celle-ci sera largement exclue dans cette présentation.

Une erreur de la Commune, qui favorisa son échec, ce fut sa restriction sur Paris ; une autre, c'est que le gouvernement de Thiers, qui siégeait à Versailles, resta tranquille au début, ce qui permettait d'entamer des négociations secrètes avec les Prussiens — une autre erreur également, c'est qu'on ne porta pas atteinte à la banque d'état. Ainsi le gouvernement fut-il en mesure de construire son contre-pouvoir. Mais plus important nonobstant que les fautes, ce fut ce que la Commune a voulu et ce qu'elle a fait correctement. Ainsi des entreprises, dont les propriétaires du capital avaient pris la fuite, furent-elles dirigées par des « associations coopératives d'ouvriers ». (On voit ici, en passant, que le mot « Association » de Rudolf Steiner est certes utilisé, mais il n'a pas été consacré comme tel.) Sont aussi à estimer les mesures que prit la Commune en considération d'une libre vie spirituelle et culturelle. Ainsi créa-t-elle une commission pour une fondation d'universités libres — qui échoua à cause de la résistance d'une phalange de professeurs de médecine. Le système éducatif de la Commune était déjà accessible gratuitement. La séparation de l'Église et de l'État fut réalisée. L'émancipation de la femme mise en avant. Par la Commune, l'idée des conseils reçut de cette manière sa force de rayonnement universel. Bertold Brecht l'exprima tout juste dans la *Résolution des Communards* dont la première strophe a la teneur suivante : *Faites en considération de notre faiblesse | vos lois qui doivent nous asservir. | Que les lois ne soient pas prises en compte à l'avenir, | en considération que nous ne voulons plus jamais être serviles.* Refrain : *En considération que vous nous menacer précieusement | de vos fusils et canons, | nous avons décidé de vivre mal désormais | de redouter plus que la mort.*

À la fin de mai, la Commune fut réprimée, plusieurs milliers de Communards furent fusillés. Quelques jours plus tard parut l'écrit de Karl Marx : « *La guerre civile en France. Aux soins du Conseil général de l'association internationale des ouvriers* ». La Commune est pour Marx, comme il le déclara, l'ultime forme découverte dans laquelle la libération de l'ouvrier peut se réaliser. Le *Manifeste communiste* de 1848 est à présent en partie tombé en désuétude, l'enseignement essentiel à tirer de la Commune, c'est que la classe ouvrière ne pourrait pas reprendre simplement la machine étatique pour mettre en mouvement ses propres objectifs. Ce fut la raison — que ce soit juste ou pas, cela restera ici en suspens — pour la nécessité d'une « dictature du prolétariat » que l'on vit réalisée dans la Commune. L'extermination de la Commune ne secoua nullement la conviction de Marx & Engels de sa capacité future. Tous deux soutinrent des Communards qui avaient pris le chemin de l'exil.

## 2. Digression : Hannah Arendt, Rosa Luxembour, Richard Müller

Plus d'un ne lui ferait guère confiance, mais de fait, Hannah Arendt fait une profession de foi claire au sujet de l'idée des Conseils dans son essai « *On Revolution* » alors qu'elle voit la démocratie d'une manière très critique. Elle regarde à ce sujet, bien entendu, exclusivement vers l'ouest : ce n'est que dans cette direction que la révolution est une bonne chose. Elle fait valoir les Conseils communaux en Amérique comme un modèle.

Elle pense les Conseils dans le *setting* [en anglais dans le texte, pour « cadre », *ndt*] communal : un point de cristallisation sont les arrondissements, ensuite viennent les *Länder*, finalement l'Union des États-Unis. Tous les pouvoirs des niveaux ne circulent pas de haut en bas, mais de bas en haut.

Hannah Arendt cite Rosa Luxembour, qui, contre Lénine et Trotski, tient en haute estime la démocratie parlementaire, puisque celle-ci reflète nonobstant la volonté populaire. En 1918, elle révisé il est vrai cette évaluation. Ce qui valait pour elle jusque-là comme démocratie, ne fut plus que mensonge et imposture. Dans un essai « *Démocratie des Conseils et assemblée nationale* », elle s'applique avec conséquence aux positions démocratiques des Conseils : la totalité du pouvoir devrait reposer aux mains des ouvriers, Parlement et conseil de communautés seraient à remplacer par des Conseils d'ouvriers et de soldats, un Conseil central ou d'exécution, devrait se former d'en bas. C'est le principe de la Commune qui est censé valoir ici.

Dans le contexte de la révolution de novembre, le politicien et théoricien des Conseils, Richard Müller, doit être cité. Comme Karl Liebknecht, dont il était en même temps le rival, il avait combattu la politique de paix bourgeoise de la démocratie sociale majoritaire. Il était cofondateur des délégués révolutionnaires *Obleute* [Voir : [http://www.collectif-smolny.org/article.php?id\\_article=115](http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=115), *ndt*], un réseau qui s'activait en secret dans les entreprises. On se préparait alors à l'heure de la prise de décision. Les *Obleute* avaient un plus grand pouvoir d'organisation que les Spartakistes. Pour le membre de l'USPD [Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, *ndt*], Müller, le cap prit par Liebknecht était trop risqué. Il s'interrogeait sans cesse aussi en conséquence sur jusqu'où les ouvriers, qui avaient significativement plus à perdre que leurs chaînes, étaient prêts à accompagner le mouvement. Müller se tournait contre toute forme de gouvernement parlementaire et refusait en correspondance une Assemblée nationale, il propageait un système des Conseils purs qui présentait pourtant quelques particularités qui les faisaient apparaître très coûteux en organisation. Le système était très structuré en branches dans sa composition, en commençant par les matières primaires, l'agriculture, jusqu'aux professions libérales. Au sommet se trouvait un Conseil économique d'empire. Au fond l'opposition entre état et économie y était ici supprimée, des tâches étatiques étaient échues à un

Conseil économique. Ce concept fut violemment foudroyé au Congrès sur les tâches des Conseils d'ouvriers en juin 1919.

### 3. L'impulsion des Conseils dans le mouvement pour la *Dreigliederung* sociale de 1919

Dès novembre/décembre 1918, il y eut des impulsions de Conseils à Stuttgart, leurs porteurs sont le marxiste non-dogmatique, August Thalheimer, et le jeune apprenti imprimeur Friedrich Rück, tous deux dirigent le groupe spartakiste stuttgartois. Ils tentent tous deux, entre autre, de mobiliser les travailleurs de Zeppelin à Friedrichshafen et sont arrêtés. Le vide à la direction est alors mis à profit par la majorité sociale-démocrate qui travaille à la création d'une démocratie parlementaire, afin de reprendre l'initiative. Un cabinet est finalement formé composé du SPD [Parti social-démocrate] et de l'USPD. Thalheimer se voit proposé le poste de ministre des finances, qu'il refuse. Wilhelm Blos (SPD) devient ministre-président le 9 novembre 1918.

Quelques mois plus tard, Rudolf Steiner entre en jeu. L'appel à la *Dreigliederung* est publié — dans lequel il n'est pas directement question de Conseils mais plutôt de « pleine auto-administration ». La campagne commence dans laquelle Steiner intervient lui-même le 20 avril 1919. Une fédération pour la *Dreigliederung* de l'organisme social est fondée, le 28 avril l'ouvrage de Steiner paraît : « *Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités de la vie du présent* ». Les activités de Stuttgart se situent dans un contexte plus vaste : le 7 avril 1919, la république des Conseils est proclamée à Munich, elle est réprimée dans le sang après 4 semaines d'existence. Il se passa aussi une chose analogue pour celle de Brême, déjà érigée dès le 10 janvier 1919. En mars 1919, Bela Kuns fonda la république hongroise des Conseils qui existera jusqu'en août.

Steiner n'était assurément pas douillettement installé dans son idée des Conseils, teintée de démocratie. Dans les mémorandums de 1917, rédigés par lui, il est encore question de trois Parlements : un parlement de la culture, un parlement politique et un parlement économique, qui par la suite se transformèrent plutôt en Conseils. Ce qui les traverse d'un bout à l'autre, c'est l'idée d'auto-gestion (auto-administration) laquelle doit créer à l'individualité humaine libre un espace de responsabilité pour la participation et la configuration nécessaire à son évolution. Mais cela ne peut réussir que si, à la place du pouvoir omnipotent, s'installe une articulation fonctionnellement autonome.

Steiner avait collaboré quelques années durant à la libre école de formation des ouvriers de Berlin, fondée par Wilhelm Liebknecht. Il y fut alors un *outsider* idéologique divergent qui, bien qu'il fût aimé de ses auditeurs, en fut refoulé cependant par les idéologues dirigeants cette école. Le théoricien des conseils, Anton Pannekoek, y enseignait aussi pareillement, mais ils ne semblent pas en être pourtant arrivés à un échange. Steiner a été en présence, une fois, avec sa collègue Rosa Luxembourg. En 1919, il en évoque le souvenir, lors d'un discours devant les ouvriers de l'usine Waldorf-Astoria, il n'y a aucune déclaration de lui au sujet de son assassinat. Sa compréhension pour la situation des ouvriers était certainement authentique, lui-même avait suivi un moment d'abord le chemin d'un « anarchiste individualiste ». Il admirait Max Stirner et il était un ami de son propagandiste, John Henry Mackay. La relation cessa cependant avec l'engagement théosophique de Steiner. L'anarchiste communiste, Gustav Landauer, qui participa plus tard à la république des conseils de Munich et fut assassiné en détention, attaqua Mackay comme anarchiste et individualiste bourgeois. Steiner se trouvait alors au côté de Mackay.

En 1898 Steiner rédige deux petits essais dans le *Magazin für Literatur* : « *Liberté et société* » et « *La question sociale* ». Dans son autobiographie, « *Meine Lebensgang* » Steiner remarque qu'il s'était alors trouvé dans le danger que son impulsion de liberté se fût repliée dans une sphère purement exotérique. En même temps, ces essais contiennent des déclarations jamais démenties au fond (L'histoire comme une émancipation de la domination des « syndicats » et processus d'individualisation, ce par quoi la relation de l'individu et de la communauté/état s'inverse et un nouveau rôle échoit à l'état — lequel ne doit pas être totalement supprimé.) Au sujet de la vie économique, Rudolf Steiner se positionnera seulement en 1905/1906 dans des essais sur la « loi sociale fondamentale ».

Steiner ne voyait pas le mouvement des Conseils d'une manière simplement pragmatique, mais plutôt comme potentiellement quelque chose d'essentiel. Dans les idées des Conseils, il découvre l'élément émancipatoire, celui des Lumières, la possibilité d'agir à partir d'une responsabilité sociale individuelle. Comme déjà indiqué, il s'agissait pour lui de transposer la différenciation fonctionnelle de la société. Cette tentative devait inclure d'une manière conséquente la *Dreigliederung* du mouvement des Conseils. Celui-ci devait prendre une coloration spécifique à chaque foi selon quel sous-système social il s'agissait. Dans la vie économique, par exemple, cette coloration devait provoquer son organisation associative (association de coopération).

Des associations existent depuis le Moyen-âge. Elles étaient alors pensées très petites à l'époque, par exemple comme syndicats de mineurs ou de gens issus d'autres groupes professionnels, qui ne devaient comprendre que 10 à 15 personnes. Steiner adopte ce concept et l'étend au monde entier dans lequel à l'époque moderne, les êtres humains coopèrent en partageant ou en divisant le travail. Des associations les organisent de nouveau dans les

Conseils d'entreprise comme représentants de l'entreprise ou représentants extérieurs à l'entreprise dans l'activité professionnelle productive régionale, comparable au concept de R. Müller, selon des branches.

Steiner pense les conseils d'entreprise comme des organe d'administration autonome : en tant que tels, ils surmontent le dualisme entre conseil d'entreprise et entrepreneur, la neutralisation du capital en est pour cela le fondement objectif de base. Emil Molt, directeur de la fabrique de cigarettes *Waldorf-Astoria*, fut fier d'être élu conformément aux règles du Conseil de gestion. Or cela se trouve contraire aussi bien au modèle du Conseil d'administration reposant sur le Conseil d'entreprise de majorité sociale démocrate — lequel présuppose l'opposition de classe, qu'il tente d'adoucir — comme aussi de l'idée des Conseils communistes, au centre de l'arène desquels se situe en tout premier l'entrepreneur à chasser comme le Diable.

Selon Steiner, on a besoin d'aucune loi, du reste, qui fût d'abord censée autoriser la formation de conseils d'entreprises et de transports. On les forme simplement, les participants se légitimant eux-même, ils élisent eux-mêmes leurs conseil d'entreprise. Là-dessus aucun gouvernement ne peut passer, cela provoque la force normative du factuel. La constitution du *Reich* de Weimar entra en vigueur seulement en août et elle eût dû prendre en compte ces nouvelles réalités et l'on devait aussi formé un Conseil de la culture. Quand on réfléchit à combien peu de gens — il était alors question de 12 Conseils d'entreprise — devaient faire cela, on comprend la timidité avec laquelle de nombreux participants se mirent concrètement à l'ouvrage. Il n'y eut même pas de réseau d'entreprises d'*Obleute*, dans le style de Richard Müller. La mission de neutralisation du capital semblait gigantesque à beaucoup ; ainsi la cause prit-elle fin dès juin, sans répandre de sang et sans résonance.

#### **4. Digression : Hugo Sinzheimer, marxisme autrichien, Polanyi**

Le célèbre homme politique social-démocrate, Hugo Sinzheimer, répond de la contre-image des Conseils d'entreprise comme des organes d'auto-gestion de bas en haut. Ce qui paraît paradoxal, c'est qu'il souscrit à l'appel à la *Dreigliederung* de l'organisme social de Steiner, mais il l'aborde avec une reproduction institutionnelle des oppositions entre capital et travail et non pas, précisément par son surmontement. Il est vrai que ses propositions s'imposent à long terme, dans leur direction fondamentale, par exemple, dans la loi constitutionnelle des entreprises fédérales et dans la co-décision paritaire du représentant du capital, représentant des ouvriers, du directeur du travail, Sinzheimer veut savoir garantis les intérêts des ouvriers au moyen d'organes particuliers, les Conseils de travail. L'opposition entre capital et travail, il la voit il est vrai comme non-absolue, car tous deux veulent produire. Pour l'organisation de la production, il a besoin par conséquent de nouveau d'organes propres : des Conseils économiques. Les Conseils sont formés de bas en haut par la loi. Le résultat est une certaine co-décision, qui est foncièrement un progrès, quand bien même cela ne représente pas en définitive la sagesse. La question surgit ici de savoir si de telles formes, à l'encontre de ce qu'on appelle les rapports *Biedenkopf*, peuvent être élargies à d'autres domaines de l'économie ou selon le cas, si on peut rattacher de telles formes sur la voie vers l'auto-administration. Quoi qu'il en soit la co-décision paritaire ne fonctionne pas mal, quand bien même elle fut surmenée dans la crise.

Après avoir cerné les combattants principaux, nous voulons jeter encore un coup d'œil sur une contribution du marxiste autrichien et social-démocrate, Otto Bauer, et sur la contribution de l'économiste Karol Polanyi pour notre débat. Bauer travaille sur la question de savoir si et comment on peut associer une démocratie représentative et une démocratie des Conseils. Or cette question redevient aujourd'hui de nouveau extrêmement actuelle en raison de la crise des systèmes politiques. Bauer pense la solution du problème dans une articulation fonctionnelle. Le Parlement ne doit pas être supprimé mais corrigé au moyen de Conseils formés de bas en haut, ou selon le cas complétés. Après la première Guerre mondiale, une Autriche de 5 millions d'habitants est restée du gigantesque empire des Habsbourg. Le pays se divisa en une Autriche territoriale structurellement conservatrice et la Vienne politiquement rouge dans laquelle vivent 60-70 % des citoyens. Des idées comme celles esquissées restent sur le papier. Au lieu que la transformation mène à une démocratie fonctionnelle, elle en arrive à une oligarchie fonctionnelle.

L'économiste et sociologue, Karl Polanyi, fut un penseur précurseur de la grande transformation fondamentale ; il se confronta à Vienne au néolibéralisme naissant. Le point de départ de Polanyi fut l'école autrichienne d'économie politique. Dont les chefs de file, Ludwig von Mises et Friedrich August Hayek, siégeaient à la chambre de commerce, l'actuelle chambre économique. Les manifestations d'ouvriers avec des millions de participants les inquiétaient. Von Mises expliqua vouloir admettre la confrontation spirituelle entre liberté et socialisme. Il rédigea un article là-dessus, en expliquant pourquoi, selon lui, le socialisme ne peut pas fonctionner parce qu'il débranche le marché. Polanyi enfila le gant d'escrime et argumenta qu'un tel genre de concept de marché est selon lui inconciliable avec la liberté. Von Mises exigeait la liberté, mais ne voulait pas la vivre. Selon lui n'est conciliable avec la liberté qu'une forme associative commençant au niveau des communes. La question sociale serait selon lui plus qu'une question de pain et même plus qu'une question d'équité. On ne devrait pas s'effaroucher devant un

programme d'émancipation définitive. La marchandisation des biens-fonds, du travail et du capital serait le mal absolu, c'est cela qu'il faut écarter.

## 5. Le modèle yougoslave d'auto-administration des ouvriers, autres perspectives

Que soit encore décrite ici une amorce — nous excluons le printemps de Prague faute de temps — que nombre d'entre nous tinrent pour bonne et digne d'être mentionnée : celle du modèle Yougoslave, auquel il est vrai on eût souhaité une meilleure fin. En Yougoslavie on a fait beaucoup de choses justes et beaucoup de fausses. Au fond, ce fut pensé à partir d'une « idée de Conseils d'en haut ». On sépara les organes de l'auto-gestion des ouvriers, les Conseils d'ouvriers, des organes exécutifs dans l'entreprise, on pensa ainsi au fond de manière étatique et non pas économique. Une cascade de bas en haut depuis les niveaux directoriaux mena à ce que les directoires où se trouvaient ceux qui avaient les meilleures connaissances spécialisées, en retirèrent de ce fait un avantage informationnel gigantesque avant les employés. Le propriétaire des entreprises n'étaient certes pas l'état comme dans d'autres pays socialistes, mais au contraire la société. Cela conduisit cependant de nouveau à une diffusion de responsabilité. La question de savoir qui porte la responsabilité concrète pour les investissements à chaque fois, est incontournable. C'est un problème réel que cela ne se laisse pas définir. Neutraliser le capital signifie justement foncièrement aussi que l'on dise qui a des droits aux moyens de production. Un niveau supra entrepreneurial du travail mené en commun faisait défaut. Quelque chose comme un « marché socialiste » quelque peu nébuleux était censé l'ajuster. L'idéalisme, opérant encore jusque dans les années 50, vint encore en aide au maintien de la société. Mais après que celui-ci fut plus ou moins épuisé, intervint le problème classique des biens-communaux, à savoir celui du surpâturage...

Comment la libération des ouvriers peut-elle être évitée ? Qui détermine ce qui de la recette devient investissement et ce qui en devient revenu consommable ? À de telles questions, il était difficile de répondre dans les conditions désignées. La séduction de l'égoïsme de groupe était trop forte, de grandes différences de revenus inter-entreprises se formèrent — et aussi des différences entre les branches et avant tout aussi entre les régions de la république, ce qui fut une des causes de la guerre de Yougoslavie de la seconde moitié du siècle. Des préjugés s'étaient formés : les Serbes sont fainéants, les Croates appliqués, quoique la chute de productivité dépendît avant tout du fait que dans l'économie serbe la quote-part de la production primaire était plus forte.

Les déclin des initiatives des Conseils signifient-il sans cérémonie que tout a échoué ? Ce n'est pas juste de répondre oui. Car nous nous trouvons devant de grandes tâches de transformations sociétales, dont on ne peut différer le remaniement pour lequel nous devons bâtir sur le passé, duquel on peut apprendre et ici aussi à partir du mouvement coopératif sinon largement exclu. Quand est-ce sinon, si ce n'est pas maintenant, devons-nous nous consacrer aux transformations en question ? S'attaquer à ces tâches cela ne veut-il pas dire tout particulièrement aider au droit du sujet dans tous les problèmes ?

**Sozialimpulse**3/2020.

(Traduction Daniel Kmiecik)

**André Bleicher** : est né en 1963 ; formation d'électromécanicien, études sur la gestion d'entreprise et la sociologie, membre fondateur de l'institut Lorenz Oken à Herrschried et de l'institut pour les questions sociales du présent à Stuttgart, dont il est membre du *Vorstand* depuis 2015. Activité comme développeur d'organisations et de coopérations dans les réseaux des petites et moyennes entreprises, collaborateur scientifique au *BTU Cottbus* et de l'université de Leipzig, professeur invité pour l'institutionnalisme coopératif de l'université *Lumière II* de Lyon, professeur de développement des affaires et de l'économie au *FH Salzburg* depuis 2012 à l'université *Biberach*, dont il est le recteur depuis 2017.